



CHAIRE QUETELET 1981
"POPULATION ET STRUCTURES SOCIALES"

STRUCTURES SCOLAIRES ET STRUCTURES D'ACTIVITE :
EXPRESSIONS DE REPRODUCTIONS SOCIALES
EN ECONOMIE DE PLANTATION
LE CAS DU PLATEAU DE DAYES (SUD-OUEST TOGO)

André QUESNEL, Patrice VIMARD

Démographes à l'ORSTOM

- Mai 1981 -

O. R. S. T. O. M. Fonds Documentaire

N° 02546241

Cote B

3 - MARS 1983

RESUME

L'étude des structures scolaires et des structures d'activité, en 1976, de la population du plateau de Dayes (Sud-Ouest du Togo) permet de vérifier que la description de ces structures renvoie constamment à l'histoire de l'implantation de l'économie de plantation caféière et de découvrir comment la différenciation structurelle observée renvoie à son tour au sens des relations de production en vigueur dans cette région.

A travers les différentes analyses menées on constate que, si l'appartenance ethnique apparaît comme l'axe discriminant apparent, c'est la position occupée dans l'organisation de la production (propriétaire/métayer) qui est le facteur déterminant ; cette position étant le centre de stratégie de reproduction sociale propre qui se développe dans des espaces sociaux différents. Les différences quant à la scolarisation des enfants et à la place assignée à la femme dans la maîtrise de la reproduction démographique et dans la production des secteurs agricoles et tertiaires sont particulièrement révélatrices en ce domaine.

Mots-clés : Afrique de l'Ouest, Togo, structures sociales, structures scolaires, scolarisation, structures d'activité, activité, économie de plantation.

INTRODUCTION

Les structures démographiques sont l'expression de la reproduction démographique passée et conditionnent la reproduction en cours. Si ce double aspect des structures démographiques exige que l'on définisse sous quel angle on les considère, il ne doit pas faire oublier que ce sont les flux qui font évoluer et déterminent enfin de compte les structures démographiques (les cas extrêmes étant les populations stables et stationnaires). Autrement dit, ce sont les conditions de renouvellement de la population qui "structurent" celle-ci.

On sait que cette notion peut être considérée d'un point de vue strictement démographique mais on s'aperçoit aussi qu'elle peut être largement étendue à d'autres aspects : l'anthropologie ayant imposé sa marque avec le "structuralisme" - Les débats que ce dernier a soulevés, en particulier à propos de sa manière de se poser hors de l'histoire, ne sont pas tout à fait retombés et se sont même ravivés avec l'introduction du concept des "fonctions" qu'assument les structures dans le procès de la reproduction sociale - La problématique de la reproduction sociale entre dans le champ démographique du fait qu'il est mis de plus en plus en évidence, dans des études récentes, que la reproduction démographique participe directement de la reproduction sociale et est influencée par elle. Le point privilégié de l'analyse de ces différentes relations est encore constitué par les conditions de renouvellement de la population. Aussi, le problème des structures démographiques vient alors se poser autrement au démographe : il s'agit plus seulement "de distinguer dans une population, au sens le plus habituel, les diverses sous-populations dont elle est composée"(1) mais aussi d'appréhender, d'une part les conditions ou les modalités de formation de ces structures, et d'autre part comment ces structures conditionnent une

(1) PRESSAT (R.), 1969 - L'analyse démographique - P.U.F. , PARIS, 1969

certaine reproduction, en premier lieu démographique, en second lieu sociale.

Autrement dit, à partir du moment où l'on considère que les structures (ou sous-populations) ne sont pas seulement définies par les entrées et les sorties d'individus (les caractéristiques de ceux-ci exprimant ces sous-populations) on est amené à prendre en compte les modalités d'émergence de ces structures et plus particulièrement leurs modalités de fonctionnement ainsi que les différentes liaisons qu'elles présentent entre elles ; les structures n'étant alors que "les rapports visibles d'une organisation" (2).

Nous avons choisi d'illustrer ce propos au travers des structures scolaires et des structures d'activité en 1976 dans la région du plateau de Dayes située à l'ouest du Togo. Nous verrons que la simple description de ces structures nous renvoie constamment à l'histoire de l'implantation de l'économie caféière dans cette région. Et nous découvrirons comment la différenciation structurelle observée renvoie à son tour au sens des relations de production en vigueur dans cette région.

(2) GODELIER (M.), 1977 - Horizon, trajets marxistes en anthropologie - F. MASPERO, PARIS, 1977

I - L'implantation de l'économie caféière ou l'émergence de nouvelles structures de population.

Le plateau de Dayes, d'une superficie de 450 km², est situé dans le sud ouest du Togo à la frontière du Ghana. Cette position géographique est déterminante dans le déroulement de l'histoire et la formation des structures actuelles de cette région. Les vecteurs visibles des changements survenus depuis le début du siècle sont les mouvements de population.

Les premiers mouvements vont s'inscrire dans l'histoire de l'implantation de l'économie cacaoyère en Gold Coast (actuel Ghana). Au début du siècle et jusqu'en 1914, les jeunes vont s'expatrier pour fuir les pressions administratives de la colonisation allemande et s'employer pour des durées assez longues dans les plantations cacaoyères. Par l'intermédiaire de ces jeunes, qui entretiennent de nouveaux rapports de production avec les planteurs de la Gold Coast, la population du plateau de Dayes va sortir des circuits d'échanges traditionnels pour entrer dans les réseaux de l'économie marchande.

Après la première guerre mondiale et le partage du Togoland en deux protectorats, français et britannique, les populations originaires de Dayes reviennent et tentent d'implanter le cacao sur le plateau ; elles en ont appris la technique d'exploitation dont elles apprécient les avantages (pérennité des plants, entretien et récoltes faciles). Mais les conditions climatiques se prêtant mal, elles s'installent alors au Litimé où la terre est abondante et propice à la culture du cacao. Contre le numéraire accumulé en quelques campagnes en Gold Coast, elles acquièrent la terre instituant du même coup la valeur marchande de celle-ci.

Dès lors le Litimé se présente comme le complément du plateau de Dayes : au premier sont dévolues les cultures de cacao, au second les cultures vivrières. Les lignages se partagent entre deux résidences, la

navette de la main d'oeuvre s'effectuant de l'une à l'autre suivant les cycles agricoles. Toutefois de 1925 à 1950, la culture du cacao requiérant le maximum de main d'oeuvre, beaucoup de jeunes s'installent au Litimé. Quand les plantations vieillissent et sont moins productives ils reviennent s'installer définitivement à Dayes, d'où ils s'absentent cependant deux ou trois fois par an pour s'occuper de leurs plantations cacaoyères. Par ce système de bipolarisation économique les lignages qui possèdent des plantations au Litimé connaissent une grande période de prospérité. Ils seront les premiers à résister à l'implantation du café à Dayes.

L'implantation du café avait été tentée par les Allemands de 1910 à 1914 lors de la conquête intérieure du Togo. Mais ces plantations étatiques, autoritairement créées, n'eurent aucune diffusion auprès de la population : elles sombrèrent rapidement après la première guerre mondiale, d'autant plus facilement que la variété de café planté était fragile. Le colonisateur français pour des raisons politiques d'abord (faire du protectorat le phare de la colonisation française) puis économiques (l'effort de guerre) va imposer la création de plantations individuelles. La première tâche fut d'enrayer l'émigration vers la Gold Coast, en développant les cultures de rente dans la région des Plateaux : de grands moyens furent employés, comme la création d'une infrastructure routière, la diffusion et l'encadrement techniques, mais surtout le déplacement des populations du nord vers le sud (essentiellement kabyè).

Après la deuxième guerre mondiale l'implantation du café sur le plateau de Dayes est faite. Elle place directement ce dernier dans une économie de rente : les originaires se réinstallent au village d'où ils gèrent les plantations de cacao qu'ils possèdent en Gold Coast ou au Litimé, et ainsi se récréent avec le café les formes d'exploitations connues en Gold Coast.

L'introduction puis le développement, de l'économie de plantation

de 1945 à 1950 vont modifier les rapports de production qui existaient alors dans les communautés villageoises, mais aussi les rapports à la terre. L'économie de plantation dans sa phase de développement place les autochtones dans un processus de rupture d'avec leurs moyens de production ; la volonté d'accroître les surfaces exploitées au moment où ils se séparent de leur main d'oeuvre familiale (scolarisation des enfants) amène les planteurs à céder leurs terres aux populations du nord. Celles-ci, qui venaient autrefois le temps d'une campagne, s'installent alors pour des périodes très longues, et créent par là un pôle de production directement lié au village d'origine.

L'espace de production de Dayes se trouve considérablement élargi, il est le siège de rapports de production divers et complexes qui vont évoluer avec le dépérissement de l'économie de plantation.

La situation économique de Dayes se dégrade à partir de 1965 avec la chute des cours du café. Ils interviennent à un moment où les plantations vieillissent, et sont abandonnées sans être remplacées. A cela s'ajoutent la baisse des cours du cacao et surtout la difficulté de rapatrier au Togo la production du Ghana. Enfin une stagnation de la production affectent les cultures vivrières de par la dégradation de la fertilité des sols et la réduction des surfaces exploitées.

Ainsi l'économie de plantation dans sa dégradation autant que dans sa mise en place et son fonctionnement engendre des mouvements variés de population. L'installation de cette économie a provoqué des mouvements migratoires importants (immigration des populations du nord, émigration des enfants de planteurs vers les villes) mais aussi une croissance du mouvement naturel chez les planteurs autochtones par la baisse de la mortalité infantile ; cette baisse est liée à l'ouverture de la population sur l'économie marchande qui se traduit par le développement des circuits monétaires, de la scolarisation et de l'infrastructure routière, par l'implan-

tation de dispensaires et de dépôts de pharmacie et l'affectation de nombreux agents sanitaires et sociaux. Du taux migratoire positif et du taux d'accroissement naturel en hausse résulte un accroissement considérable de la population. Les conditions démographiques nouvelles placent la région au moment où l'économie de plantation dépérit dans une situation de crise qui ne peut manquer de déboucher sur une nouvelle dynamique démographique.

Cette histoire est difficile à résumer, surtout si l'on veut saisir la signification exacte des structures qu'on est amené à observer à une date donnée ; il convient toutefois de retenir les places assignées dans l'organisation de la production à la population originaire du Plateau et à la population immigrée (3), places qui éclairent les structures actuelles et leur évolution, notamment les structures scolaires et d'activité que nous allons maintenant aborder.

ES

(3) La population peut être estimée à 27 000 personnes en 1976 soit près de 60 ha/km². Trois ethnies représentent 95 % du peuplement : les populations autochtones, Ewe et Ahlon (75 %), et la population immigrée, Kabyè (20 %).

II - Scolarisation et niveau d'instruction (4)

Tant en ce qui concerne la scolarisation actuelle que le niveau d'instruction on retrouve les deux plus importantes disparités existant à Dayes : selon le sexe et selon l'ethnie.

II.1. Différence selon le sexe.

Globalement tous âges confondus plus des deux tiers des hommes et près de la moitié des femmes sont ou ont été scolarisés (tableau n° 1). Si le niveau de l'enseignement primaire est le plus largement répandu parmi la population alphabétisée, le secondaire ou le supérieur sont atteints par environ 10 % de la population (15 % des hommes et 4 % des femmes).

La proportion des femmes illettrées est deux fois plus importante que la proportion d'hommes illettrés (54 % contre 27 %). Plus le groupe ethnique est scolarisé plus ce rapport est élevé (tableau n° 2) : il est de 1,4 pour les Kabyè, 2,8 pour les Ewe et 3,2 pour les Ahlon.

La diffusion de la scolarisation profite davantage aux hommes qu'aux femmes et l'écart est accru lorsque la population est fortement alphabétisée. Cet écart entre les sexes est d'autre part plus accentué dans l'enseignement secondaire et supérieur (près de quatre fois plus d'hommes que de femmes ont atteint ce niveau de scolarité).

II.2. Différences selon l'ethnie

L'inégalité entre les populations autochtones (Ewe et Ahlon) et les populations immigrées (Kabyè et "autres ethnies") est particulièrement forte (tableau n° 2). On peut noter la proportion élevée d'illettrés chez

(4) Les données produites dans ce texte proviennent d'une enquête renouvelée réalisée en 1976, sur un échantillon représentant le tiers de la population du plateau de Dayes dans le cadre des recherches du Centre ORSTOM de Lomé.

Pour cette première partie les chiffres concernent la population en âge d'être scolarisée (six ans et plus).

les Kabyè de sexe masculin : 59 %, contre 10 % chez les Ahlon et 17 % chez les Ewe. La différence est de même importance pour le sexe féminin.

Ces taux reflètent bien la disparité au détriment des Kabyè spécialement défavorisés de par leur situation de métayers immigrés en provenance d'une région disposant d'une faible infrastructure scolaire, de plus situés dans des "fermes" aux confins des terroirs villageois et ainsi éloignés des écoles et des collèges.

Au contraire les Ahlon présentent les caractéristiques d'une population ayant bénéficié beaucoup plus que les autres des retombées de l'implantation de l'économie caféière, et dont l'intégration dans l'économie marchande s'est réalisée plus vite que pour les autres populations.

II.3. Effets de la diffusion de la scolarisation

A partir de cette situation d'ensemble on aurait pu s'attendre à ce que les efforts entrepris au niveau national, et à Dayes tout spécialement, pour étendre la scolarisation nivellent les distinctions d'une population à l'autre et d'un sexe à l'autre.

Si cette hypothèse est vérifiée par l'analyse selon le sexe il n'en est pas de même pour les différences ethniques, remarquées au niveau général, qui subsistent dans les jeunes générations.

En ce qui concerne les écarts entre les sexes, en observant l'effet de génération on constate qu'il est déterminant (tableau n° 1). Si les progrès de la scolarisation des hommes semblent être le résultat d'un progrès continu (les proportions d'illettrés diminuant régulièrement d'un groupe d'âges à l'autre) il n'en est pas de même pour le sexe féminin où seuls les groupes 6-14 ans et 15-29 ans sont concernés par la diffusion de l'enseignement. Ainsi pour les hommes la scolarisation apparaît comme un phénomène ancien, amorcé dès les générations 1900-1910, au contraire pour les femmes elle ne devient significative qu'avec les générations 1940 et suivantes (soit près d'un demi-siècle plus tard).

Si l'on considère les proportions d'illettrés dans les deux groupes d'âges les plus jeunes (6-14 ans et 15-29 ans, tableau n° 3) on constate que le rapport entre les sexes, très prononcé pour le groupe 15-29 ans (3,8 fois plus d'illettrés chez les femmes), s'amenuise fortement à 6-14 ans (où il est seulement de 1,6).

Cet affaiblissement de l'écart entre les sexes d'un groupe à l'autre de générations se retrouve au niveau des proportions de scolarisés (tableau n° 4) et se vérifie pour chaque groupe ethnique.

La diffusion de la scolarisation a atténué les inégalités entre les sexes devant l'instruction, sans cependant les avoir fait disparaître au moment de l'observation.

Au contraire les différences entre les ethnies s'accroissent dans les jeunes générations. Si l'on considère les Ewe et les Kabyè (groupes ethniques numériquement les plus importants) le rapport des proportions d'illettrés (tableau n° 3) est chez les hommes :

de 3,5 pour l'ensemble (au détriment des Kabyè)

de 4,9 pour le groupe 15-29 ans

de 5,3 pour le groupe 6-14 ans

et chez les femmes :

de 1,7 pour l'ensemble

de 2,7 pour le groupe 15-29 ans

de 3,8 pour le groupe 6-14 ans.

L'observation des proportions de scolarisés (tableau n°4) montre de même que les disparités entre les ethnies sont plus accentuées dans le groupe 6-14 ans que dans celui de 15-29 ans.

III - Activité et structures professionnelles

Les différences entre les sexes sont particulièrement marquées (5) et les écarts selon les groupes ethniques importants pour chaque sexe.

III.1. Chez les hommes on remarque essentiellement (tableau n° 6a) :

a) Le niveau élevé de la population inactive (élève ou sans emploi) qui représente plus du quart de la population totale.

Cela tient tout d'abord au développement de la scolarisation et à la prolongation de la scolarité, mais aussi à l'inactivité des jeunes, comme en témoigne le groupe 15-29 ans où une partie ne va plus à l'école et attend de trouver un emploi, ou une place dans un lycée en ville. Ces jeunes ont souvent été classés comme sans emploi parce qu'ils n'aident qu'occasionnellement leurs parents aux travaux des champs. Le plus souvent ils tentent l'apprentissage d'un métier, puis d'un autre et partent à la recherche d'un emploi en ville ; lorsqu'ils n'y réussissent pas ils reviennent au village faire un peu de manoeuvrage pour gagner de l'argent et retourner tenter leur chance dans un centre urbain.

Cette inactivité, prise au sens large, atteint davantage les ethnies autochtones (29 et 27 %) que les Kabyè (24 %). Les originaires de Dayes sont scolarisés plus longtemps que ne peuvent l'être les jeunes immigrés ; par contre les Kabyè de 15 à 29 ans sont plus nombreux à rester sans profession (11 % contre 6 % pour les Ahlon et 2 % pour les Ewe), en effet devant l'absence de nouvelles plantations ils ne trouvent pas à s'employer pour les travaux agricoles, si ce n'est de façon temporaire comme manoeuvres saisonniers, et leur niveau d'instruction plus faible restreint leurs possibilités d'insertion dans les activités "modernes".

(5) Dans cette seconde partie les données sont produites pour la population en âge d'être active (15 ans et plus).

b) La relative faiblesse des actifs agricoles : si la population active représente moins de 75 % de l'ensemble, il faut également souligner la faiblesse de la population ayant une activité strictement agricole (exploitant agricole et aide-familial) pour une zone rurale : 54 % de la population totale (et 73 % de la population active).

En ce domaine les distinctions selon les ethnies sont assez nettes : Ewe (50 %), Ahlon (55 %) et Kabyè (70 %). Ceci montre bien que ces derniers tiennent correctement le rôle qui leur a été dévolu dans l'économie : celui de force de production pour les cultures de rente.

La différenciation est particulièrement accusée dans les générations les plus jeunes (15-29 ans et 30-44 ans). Ainsi 95 % des Kabyè et seulement 78 % des Ahlon et 67 % des Ewe de 30-44 ans ont une activité agricole. De même pour le groupe 15-29 ans les données sont de 31 % pour les Kabyè, 20 % pour les Ewe et 18 % pour les Ahlon.

=S

c) L'importance des activités non agricoles pour les autochtones

Les différences entre les ethnies sont également remarquables dans les secteurs secondaire et tertiaire occupés pour l'essentiel par des hommes originaires de Dayes.

Si le commerce est peu (Ewe) ou pas du tout (Ahlon et Kabyè) pratiqué, en revanche l'artisanat (et l'apprentissage qui doit lui être relié) représente environ 10 % de la population masculine autochtone.

Il en est de même pour la catégorie "autres", qui recouvre les fonctionnaires (enseignants, agents sanitaires et sociaux) les encadreurs et le personnel religieux (moines, prêtres, pasteurs).

De ces différents secteurs les Kabyè sont pratiquement absents (6 % contre 18 % aux Ahlon et 21 % aux Ewe). Ceci démontre qu'ils restent cantonnés par le système économique et social dans le secteur agricole qui demeure pour l'essentiel leur seule forme d'activité possible ; au contraire les groupes autochtones participent aux activités induites par le

développement de l'économie marchande (habitat non traditionnel, transport, secteur public ou para-public d'encadrement et d'enseignement).

Ces résultats ne sont pas étonnants : l'immigration des Kabyè n'avait d'autre fonction que de fournir la main d'oeuvre nécessaire au développement et à l'entretien des plantations. Au contraire les jeunes autochtones, de plus en plus scolarisés, délaissent le travail agricole pour rechercher des emplois dans une activité "moderne". Ainsi le statut dans l'économie de plantation (propriétaire/métayer) détermine-t-il le degré de participation de la population à l'activité agricole et au secteur "moderne".

III.2. Chez les femmes deux données majeures apparaissent (tableau n° 6b)

a) L'activité plus précoce : les femmes sont "actives" plus jeunes que les hommes du fait d'une moindre scolarisation et d'une scolarité plus courte. De 15 à 29 ans on note 79 % d'actives et seulement 46 % d'actifs (à ce niveau il n'existe pas de différence ethnique).

Si à partir de 30 ans aucune distinction entre hommes et femmes ne se remarque, cet écart dans les groupes les plus jeunes entraîne pour l'ensemble de la population (15 ans et plus) un taux d'inactivité féminin plus faible (14 % contre 27 % pour le sexe masculin).

b) Une activité essentiellement agricole et dépendante : Les femmes sont avant tout aide-familiale, et ceci durant la plus grande partie de leur vie ; c'est-à-dire qu'elles aident leur mari ou leur père dans ses travaux agricoles, tout en se livrant à leurs activités ménagères et d'éducation des enfants. Cette dépendance provient de leurs difficultés pour accéder à la propriété foncière (plantations ou parcelles vivrières) et de leurs possibilités moindres de sortir de l'activité agricole à l'aide d'un apprentissage, réservé le plus souvent aux garçons (de 15 à 29 ans : 7 % des hommes sont apprentis, et seulement 3 % des femmes).

Le commerce (1 %), l'artisanat (3 %) et les activités classées "autres" (2 %) sont fort peu représentées, et les femmes ne participent que très faiblement aux secteurs non-agricoles.

En ce domaine les disparités ethniques sont importantes : les femmes Kabyè ne sortent pas de la condition d'aide-familiale. Par contre chez les Ewe et surtout chez les Ahlon l'économie de plantation en désorganisant la production vivrière a transformé les rapports sociaux de production entre les hommes et les femmes. Durant les dernières années les liens entre le mari et son (ses) épouse (s) sont devenus moins étroits et les ruptures matrimoniales se sont accrues ; il en résulte qu'un plus grand nombre de femmes vivent seules et acquièrent un statut de chef d'exploitation, à partir de 45 ans notamment (de 45 à 59 ans 23 % chez les Ewe et 35 % chez les Ahlon).

D'autre part les femmes autochtones sont davantage engagées dans les activités non-agricoles. Ceci est vrai pour les Ewe (7 %) mais surtout pour les Ahlon (14 % dont notamment 8 % dans le commerce).

IV - Emergence de nouvelles structures et nouvelles formes de reproduction sociale.

Au cours de notre exposé, nous avons souligné que l'appartenance ethnique était l'axe discriminant. Il faut pourtant examiner de plus près ce que recouvre cette observation : en effet nous sommes en présence d'une région rurale où les conditions de vie, apparemment semblables, devraient engendrer des formes similaires, à quelques détails près, de reproduction sociale. Or, à l'analyse des structures scolaires et d'activité, apparaissent deux formes principales très distinctes de reproduction sociale que l'on pourrait attribuer d'emblée à l'appartenance ethnique. En réalité la condition ethnique n'est qu'une donnée et le facteur déterminant se révèle être la position occupée dans l'organisation de la production avant la dégradation du système de production caféière, position qui pouvait être celle du planteur-propriétaire, du métayer ou du manoeuvre. Cette position était le centre d'une stratégie propre qui se développait dans des espaces différents.

Si nous identifions cette position dans le passé c'est que les conditions actuelles ne sont plus les mêmes ; ainsi les conditions de la production vues de la place du planteur-propriétaire ont changé : les surfaces plantées sont plus réduites du fait du partage des terres avec les métayers, les rendements sont plus faibles de par le vieillissement des plantations et la main d'oeuvre familiale s'est réduite avec le développement de la scolarisation. Ces transformations dans les conditions d'organisation de la production entament directement certaines pratiques sociales. Il en est ainsi de la scolarisation qui se révèle être un des éléments les plus importants : en dehors des intentions poursuivies par la colonisation puis l'Etat la scolarisation a eu un impact interne dans l'organisation de la production, les stratégies de reproduction et les pratiques sociales dans leur ensemble. Cet impact dans la société des planteurs

est tout particulièrement observable en moment de crise. A cette période là on découvre que des places nouvelles ont été assignées à la femme et à l'enfant et ceci dès l'émergence de l'économie de plantation.

En examinant le cas de l'enfant on constate que l'idée de progrès, de bien-être était une idée de la colonisation reprise par l'Etat et imprimée de l'extérieur dans la conscience idéologique de la société de Dayes. Durant la période de développement la volonté de scolarisation qui en découle peut s'exprimer sans dommage pour l'évolution de la production, en effet les enfants peuvent être libérés des tâches productives car il existe une main d'oeuvre étrangère sur le plateau (les Kabyè). Au moment où les conditions économiques deviennent difficiles l'écolage se présente comme une charge financière et la scolarisation qu'il faut assumer se révèle être un choix : celui de l'intégration des enfants dans un autre procès de reproduction sociale dont la stratégie cohérente vise à l'insertion des enfants scolarisés dans l'appareil d'Etat, dans "l'extériorité urbaine étatique" (6).

Au contraire les enfants Kabyè doivent être maintenus au travail agricole car ils représentent une main d'oeuvre nécessaire à la mise en valeur et au développement de l'exploitation, ils se trouvent donc éloignés de l'école pour un temps, celui du plein rendement de l'exploitation familiale (de novembre à février essentiellement) ; ce qui est essentiellement visé par les Kabyè consiste dans la reproduction de la société rurale au sens strict.

En ce qui concerne les femmes il en est autrement : les femmes adultes et les jeunes filles de par la scolarisation élevée des garçons cons-

(6) DOZON (J.P.), s.d. - Transformation et reproduction d'une société rurale africaine dans le cadre de l'économie de plantation. Le cas des Bete de la région de Gagnoa - O.R.S.T.O.M., ABIDJAN, 18 p., multigr.

tituent dans les ethnies autochtones cette main d'oeuvre de remplacement. Du fait de leur nécessaire participation aux travaux sur les plantations les femmes mariées exigent de l'homme un paiement (cadeaux) pour les tâches effectuées. Elles exigent également que l'homme assume l'écolage des enfants ; aussi les périodes difficiles s'accompagnent-elles d'une baisse, relativement aux garçons, de la fréquentation scolaire des filles et surtout d'un accroissement de l'instabilité matrimoniale. Le mariage répond à des nécessités différentes d'autrefois, ceci implique une stabilité moindre : si l'homme ne remplit pas les conditions nécessaires à l'entretien du ménage la femme le quitte et retourne le plus souvent dans sa famille d'origine. Au contraire chez les Kabyè la famille demeure le produit des institutions traditionnelles, les échanges matrimoniaux se font encore avec la région d'origine ou des communautés d'immigrés. Aussi les relations hommes-femmes n'ont pas encore été atténuées par les vecteurs du changement et la stabilité matrimoniale demeure la règle.

CONCLUSION.

Nous avons essayé de montrer, d'illustrer le fait que les structures éclairent un moment de l'histoire de la reproduction sociale mais qu'en aucune façon elles ne peuvent être considérées comme facteurs explicatifs pas plus qu'elles ne constituent des catégories qui pourraient être tenues pour des variables indépendantes dans un schéma conceptuel de l'évolution de la population.

C'est donc une transformation des pratiques sociales centrées sur l'organisation de la production (échanges matrimoniaux, place de l'enfant et de la femme) qui s'opère dans cette société de Dayes. Paradoxalement ces transformations sont particulièrement plus accentuées dans la population autochtone. Ainsi s'opère une différenciation ethnique qui est révélée par l'analyse de différentes structures mais qui se trouve basée sur des pratiques sociales distinctes et des stratégies de reproduction sociale différentes.

Tableau n° 1 : Niveau scolaire selon le sexe et l'âge (en pourcentage de l'effectif de chaque groupe d'âges).

		AGE					Ensemble
		6-14	15-29	30-44	45-59	60 et +	
H O M M E S	Illettré	19	12	38	59	71	27
	Primaire	75	46	47	31	20	55
	Secondaire, Supérieur	4	39	10	3	3	15
	Etude N.P.	2	3	5	7	6	3
	Effectif	1568	1054	480	429	236	3767
F E M M E S	Illettré	30	45	87	93	93	54
	Primaire	66	42	8	4	3	39
	Secondaire Supérieur	2	9	2	0	1	4
	Etude N.P.	2	4	3	3	3	3
	Effectif	1419	1214	751	377	181	3942

Tableau n° 2 : Niveau scolaire selon l'ethnie et le sexe pour les individus de 6 ans et plus (en pourcentage).

	Illettré	Primaire	Secondaire, Supérieur	Etude N.P.	Effectif
HOMMES :					
Ewe	17	62	18	3	2591
Ahlon	10	67	16	7	194
Kabyè	59	32	6	3	789
Autres ethnies	46	34	8	12	192
FEMMES :					
Ewe	47	46	5	2	2687
Ahlon	32	51	6	11	194
Kabyè	81	17	..	1	893
Autres ethnies	61	15	10	14	163

Tableau n° 3 : Proportion d'illettrés dans les jeunes générations selon l'ethnie et le sexe

	MASCULIN		FEMININ		ENSEMBLE	
	6-14 ans	15-29 ans	6-14 ans	15-29 ans	6-14 ans	15-29 ans
Ewe	9	7	17	32	13	20
Ahlon	3	2	9	23	6	4
Kabyè	48	34	64	86	56	60
Ensemble	19	12	30	45	24	30

Tableau n° 4 : Proportion d'enfants scolarisés dans les jeunes générations selon l'ethnie et le sexe

	MASCULIN		FEMININ		ENSEMBLE	
	6-14 ans	15-29 ans	6-14 ans	15-29 ans	6-14 ans	15-29 ans
Ewe	89	51	80	22	85	36
Ahlon	96	50	89	28	93	39
Kabyè	50	48	34	11	42	29
Ensemble	79	50	68	19	74	33

Tableau n° 5 : Proportion d'illettrés au Togo (en pourcentage)

	Ensemble du Togo x	Région des Plateaux rural x	Lomé x	Dayes
Hommes	63	63	21	27
Femmes	91	88	62	54

x Source : Recensement général de la population (Mars-Avril 1970) Vol.1

